**Dossier documentaire réalisé par Marc ASSOUS**

**L’idée d’Europe au 20ème siècle**

**Pb :**

***Comment l’idée d’Europe s’est-t-elle renforcée en lien avec les événements marquants du 20ème siècle ?***

**Après 1918 ? 1945 ? 1990 ?**

**1918**: on a une idée morale, politique de l’Europe==une vision utopique. Il s’agit de réconcilier les peuples pour une paix durable.

**1945 :** L’Europe est anéantie, elle doit se reconstruire.

Les américains payent la reconstruction, ils favorisent l’achat de produits américains. ===Pour eux, la paix passe par la prospérité économique.

Le plan Schuman et la volonté des européens à construire l’Europe seuls. D’abord à 2 puis à 6 (CECE, avril 1951).

**1990 :** retour à une idée plus morale, plus politique, mais plus complexe. Une Europe sans limites. Des questions multiples qui restent ouvertes (chrétienne ? élargissement ? approfondissement ?

**Objectifs de ce thème :**

Mettre en évidence les oppositions récurrentes à l’Europe depuis sa création, à savoir les partisans de la supranationalité limitée et les partisans du fédéralisme, ainsi que les tenants de l’élargissement et de l’approfondissement.

**Sommaire**

**1. 1918-1945 : le rêve d’une Europe unie**

**Introduction : texte de Victor HUGO**

A/Le mouvement pacifiste à l’honneur : le rêve d’une entente entre le peuple européen.

B/Une Europe sublimée : Les 14 points de Wilson

C/ le 1er rapprochement franco-allemand

D/ la SDN, la voix de l’Europe

E/ L’idée européenne se cristallise pendant la seconde guerre mondiale

**2. 1945-1989 : l’Europe en marche**

.

A/ Les Etats-Unis d’Euro

B/ l’Europe sous protection américaine

C/ l’acte de naissance de l’union européenne : la déclaration de R. SCHUMAN

D/ les avancées européennes

**3. Depuis 1989 : une Europe plus complexe**

A/ le choc de novembre 1989

B/entre élargissement et approfondissement

**1. 1918-1945 : le rêve d’une Europe unie**

**Introduction : texte de Victor HUGO**

Un jour viendra où les armes vous tomberont des mains, à vous aussi ! Un jour viendra où la guerre paraîtra aussi absurde et sera aussi impossible entre Paris et Londres, entre Petersbourg et Berlin, entre Vienne et Turin, qu'elle serait impossible et qu'elle paraîtrait absurde aujourd'hui entre Rouen et Amiens, entre Boston et Philadelphie. Un jour viendra où vous France, vous Russie, vous Italie, vous Angleterre, vous Allemagne, vous toutes, nations du continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure, et vous constituerez la fraternité européenne, absolument comme la Normandie, la Bretagne, la Bourgogne, la Lorraine, l'Alsace, toutes nos provinces, se sont fondues dans la France. Un jour viendra où il n'y aura plus d'autres champs de bataille que les marchés s'ouvrant au commerce et les esprits s'ouvrant aux idées. - Un jour viendra où les boulets et les bombes seront remplacés par les votes, par le suffrage universel des peuples, par le vénérable arbitrage d'un grand sénat souverain qui sera à l'Europe ce que le parlement est à l'Angleterre, ce que la diète est à l'Allemagne, ce que l'Assemblée législative est à la France ! *(Applaudissements.)* Un jour viendra où l'on montrera un canon dans les musées comme on y montre aujourd'hui un instrument de torture, en s'étonnant que cela ait pu être! *(Rires et bravos.)* Un jour viendra où l'on verra ces deux groupes immenses, les États-Unis d'Amérique, les États-Unis d'Europe *(Applaudissements*), placés en face l'un de l'autre, se tendant la main par-dessus les mers, échangeant leurs produits, leur commerce, leur industrie, leurs arts, leurs génies, défrichant le globe, colonisant les déserts, améliorant la création sous le regard du Créateur, et combinant ensemble, pour en tirer le bien-être de tous, ces deux forces infinies, la fraternité des hommes et la puissance de Dieu ! *(Longs applaudissements.)*

Victor Hugo (1802-1885)  
Discours prononcé le 21 août 1849 lors du Congrès de la paix (extrait)

Avant même la fin de la 1ère guerre mondiale, un vaste mouvement pacifiste prend forme. Le mouvement entend rapprocher les Etats européens afin d’assurer une paix sur le continent. L’arme économique est la solution pour maintenir la paix et rendre à l’Europe sa place mondiale dans le concert des nations

**A/Le mouvement pacifiste à l’honneur : le rêve d’une entente entre le peuple européen.**

La figure marquante de ce mouvement est louise WEISS qui publie en 1918 un hebdomadaire intitulé *l’Europe nouvelle* qui prône la paix et l’entente entre les peuples européens.



**Louise Weiss (Arras, 1893-Paris, 1983) est une pionnière à plusieurs titres. Femme politique, journaliste engagée, conférencière, mémorialiste, c’est une Européenne de la première heure. Profondément marquée par la boucherie de 14-18 pendant laquelle elle est infirmière, au sortir de la guerre, elle fonde une revue politique, L’Europe nouvelle. Elle y défend les idées d’Aristide Briand qu’elle rencontre à la Société des nations (SDN). Elle partage en effet ses analyses sur la nécessité d’une réconciliation franco-allemande et d’une union européenne pour garantir la paix sur le continent.**

*« Non pas d’identité entendue comme similitude, mais d’identité comprise comme perception profonde de soi. L’insuffisante participation de l’électorat européen à la consultation qui nous a créés prouve combien il est urgent de le résoudre. Impossible de concevoir une Europe sans Européens.* […] *Les institutions communautaires ont fait des betteraves, du beurre, des fromages, des vins, des veaux, voire des cochons européens. Elles n’ont pas fait d’hommes européens.*  
*Ces hommes européens existaient au Moyen Âge, à la Renaissance, au siècle des Lumières et, même, au XIXe siècle. Il faut les refaire*  
*Déjà la jeunesse s’en charge, circulant sac au dos, ignorant les frontières. Déjà les villes jumelées ont créé un réseau d’hommes et de femmes allergiques aux conflits passés et qui se savent liés au destin de leur continent. Mais dans leur ensemble, les écoles ne suivent pas, en dépit de réalisations exceptionnelles, telles à Bruges* […] ».

**Extraits du discours prononcé lors de la séance d’ouverture du Parlement européen élu au suffrage universel direct le 17 juillet 1979, en qualité de doyenne d’âge. Le texte intégral du discours de Louise Weiss est conservé par le service des archives du Parlement européen à Luxembourg.**

**B/Une Europe sublimée :**

Les 14 points de Wilson

Ils resteront lettre morte, mais ils permettent de mettre en avant la volonté de créer un monde qui prenne en compte les revendications nationales et les aspirations des peuples.

**Le programme en 14 points présenté par le président Wilson devant le Congrès américain   
le 8 janvier 1918 (Extraits)**

1) Des conventions de paix publiques, ouvertement conclues après lesquelles il n'y aura pas d'accords internationaux privés d'aucune sorte, mais une diplomatie qui agira toujours franchement à la vue de tous ;

2) Liberté absolue de navigation sur les mers en dehors des eaux territoriales, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre [...] ;

3) Suppression, en tant qu'il sera possible, de toutes les barrières économiques ; établissement de conditions commerciales égales entre toutes les nations consentant à la paix et s'associant pour la maintenir ;

4) Garanties convenables, données et prises que les armements nationaux seront réduits au dernier point compatible avec la sécurité du pays ;

5) Libre arrangement, dans un esprit large et absolument impartial, de toutes les revendications coloniales, sur l'observation et le strict principe qu'en fixant toutes les questions de souveraineté, les intérêts des populations intéressées devront avoir un poids égal à celui des demandes équitables du gouvernement dont le titre doit être déterminé ;

6) Évacuation de tous les territoires russes [...] pour donner à la Russie l'occasion de déterminer, sans être entravée ni embarrassée, l'indépendance de son propre développement et de sa politique nationale [...] ;

7) La Belgique. Le monde entier sera d'accord qu'elle doit être évacuée et restaurée [...] ;

8) Tout territoire français devra être libre et les régions envahies devront être restaurées. Le tort fait à la France par la Prusse en 1871, en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine [...] devra être réparé [...] ;

9) Le rétablissement de la frontière italienne devra être effectué suivant les lignes de nationalité clairement

La France par la Prusse en 1871, en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine [...] devra être réparé [...] ;

9) Le rétablissement de la frontière italienne devra être effectué suivant les lignes de nationalité clairement reconnaissables ;

10) Aux peuples d'Autriche-Hongrie [...] on devra donner plus largement l'occasion d'un développement autonome ;

11) La Roumanie, la Serbie et le Monténégro devront être évacués et les territoires occupés devront être restitués. A la Serbie on devra accorder libre et sûr accès à la mer, et des relations entre les divers Etats balkaniques devront être fixés amicalement sur les conseils des puissances et d'après des lignes de nationalité établies historiquement [...] ;

12) Une souveraineté sûre sera assurée aux parties turques de l'Empire ottoman actuel, mais les autres nationalités qui se trouvent en ce moment sous la domination turque devront être assurées d'une sécurité indubitable de leur existence et une occasion exempte d'obstacles leur sera fournie de se développer de façon autonome. Les Dardanelles devront être ouvertes de façon permanente [...] ;

13) Un État polonais indépendant devra être établi. Il devra comprendre les territoires habités par les populations incontestablement polonaises auxquelles on devra assurer un libre accès à la mer [...] ;

14) Une association générale des nations devra être formée d'après des conventions spéciales, dans le but de fournir des garanties mutuelles d'indépendance politique et d'intégrité territoriale aux grands comme aux petits États.

**QUESTIONS**

Montrer dans le questionnement la volonté de prendre en considération la volonté des peuples, le libre consentement.

**1919. Adenauer : « Le salut de l'Europe »**

L'Université de Cologne se trouve chargée d'une tâche particulière. Quel que soit le contenu du futur traité de paix, ici sur le Rhin, la vieille route des peuples, la culture allemande et les cultures des démocraties occidentales ne vont cesser de se confronter. Si leur réconciliation ne réussit pas, si les peuples européens n'apprennent pas à reconnaître et à cultiver au-delà de la conservation justifiée de ce qui leur est propre, ce qui est commun à toute culture européenne, si l'on ne réussit pas par un rapprochement culturel à unir à nouveau les peuples, si de cette manière, on ne prévient pas une nouvelle guerre parmi les peuples européens, alors, la primauté de l'Europe dans le monde sera perdue à jamais. La grande œuvre de la réconciliation de la communauté des peuples pour le salut de l'Europe, voilà ce qui doit être la mission particulière de l'Université de Cologne, de l'université de la grande ville allemande qui est située le plus loin à l'Ouest.

Konrad Adenauer (1876-1967), maire de Cologne de 1917 à 1933,   
Discours prononcé le 12 juin 1919, lors de la renaissance de l'Université de Cologne.

**C/ le 1er rapprochement franco-allemand**

Le 16 octobre 1925, Briand signe avec Gustav Stresemann le traité de Locarno qui garantit la frontière avec la France, l’Allemagne et la Belgique et établit un pacte d’assistance mutuelle. Ce traité permet de rompre l’isolement de l’Allemagne sur le plan international et d’intégrer la SDN en 1926.

**1926. Briand, Locarno et l'entente franco-allemande**

L'accord de Locarno [15 octobre 1925] a ceci de nouveau, qu'à l'esprit de soupçon, il substitue l'esprit de solidarité. C'est par la solidarité humaine qu'il faut rendre la guerre impossible. Voilà, en face de moi les délégués de l'Allemagne... Cela ne veut pas dire que je ne reste pas un bon Français, comme eux sont, j'en suis sûr, de bons Allemands. Mais ici nous ne sommes que des Européens. [...] Plus de guerre, plus de solutions brutales et sanglantes à nos différends. Certes, ils n'ont pas disparu, mais désormais, c'est le juge qui dira le droit. Comme les individus qui s'en vont régler leurs difficultés devant le magistrat, nous aussi, nous réglerons les nôtres par des procédures pacifiques. Arrière les fusils, les mitrailleuses, les canons! Place à la conciliation, à l'arbitrage, à la paix!

Discours de Briand à la SDN, le 10 septembre 1926, cité par G. Suarez, t. VII.

**D/ la SDN, la voix de l’Europe**

Créé en 1919, la SDN est une réponse institutionnelle à l’idéal pacifiste de réconciliation. Elle participe à l’édification de l’idée européenne et plébiscite la détente, le désarmement et l’organisation d’une sécurité collective.

En 1929, Briand propose à l’assemblée de la SDN le 1er projet officiel d’une européenne qui porterait en priorité sur le domaine économique et préserverait la souveraineté étatique. Il prévoit la création d’un marché commun, objectif qui sera repris par le traité de Rome en 1957. Mais l’évocation d’un  « lien fédéral » n’enthousiasme pas les Etats européens. Le projet est enterré après la mort de Briand en 1932.

**E/ L’idée européenne se cristallise pendant la seconde guerre mondiale**

Les idées européennes sont très présentes au sein de la résistance, qui met l’accent sur le caractère démocratique de la future Europe unie.

Le texte de Léon BLUM circule clandestinement en 1941. Il est convaincu qu’une fédération européenne garantit la paix sur le vieux continent, notamment par une armée commune.

LÉON BLUM ET L'EUROPE (DISCOURS DE STRESA)  
***Discours prononcé à Stresa, à l'occasion d'une réunion de l'Internationale socialiste, en avril 1948. Dans "A l'échelle humaine », sa dernière grande œuvre entièrement écrite en prison, de février 1941 au printemps 1942 et éditée en avril 1945, Blum apparaissait déjà comme un précurseur de l'idée européenne. Dans une réflexion sur l'avenir commun de l'Europe, dès 1945, Blum s'intéresse au sort de l'Allemagne qu'il souhaite « rééduquer », unissant peuples vainqueurs et vaincus : paroles rares à l'époque ...***  
« Ne confondons pas les mots et les idées. Le socialisme international n'admet aucune atteinte à l'indépendance. Non seulement il admet, mais il préconise, il souhaite les limitations de la souveraineté. Il exige seulement que ces limitations soient librement et volontairement consenties par les États ainsi que les socialistes français l'ont fait inscrire dans la Constitution récente de la République ?

La souveraineté n'est pas la même chose que l'indépendance, pas plus pour les nations que pour le citoyen de la cité. L'individu est libre dans la mesure de ses droits fondamentaux, que la loi elle- même ne doit pas transgresser. Mais il ne dispose pas d'un libre arbitre sans limite et sans appel. La limite est la liberté des autres, qui peut diverger de la sienne. L'appel est la volonté collective exprimée selon les modes de la démocratie. Dans une société civilisée l'individu est libre, mais non souverain. Là-dessus repose le contrat social. Au contraire, la tradition historique a posé les États comme souverains et longtemps ces souverainetés sont restées sans limite et sans appel. La tragique suite des guerres modernes n'a pas d'autre cause. C'est au nom du dogme absolu de la souveraineté sans limite et sans appel qu'on a si longtemps interdit toute société internationale. C'est au nom du même dogme qu'on a privé la S. D. N. de toute force exécutive, qu'on lui a soustrait le jugement des plus graves litiges internationaux, qu'on l'a enchaînée par la règle de l'unanimité. C'est au nom de ce même dogme qu'on a introduit dans la Charte de San Francisco des dispositions funestes, Comme celle du veto, qui paralysent sous nos yeux l'action de l'O. N. U. et qui nous réduisent aujourd'hui à chercher dans le fédéralisme européen un recours partiel contre la carence de l'organisation internationale. C'est au nom de ce même dogme que l'on condamne encore aujourd'hui les premières tentatives de l'Europe occidentale pour entreprendre un commencement d'unification économique qui entraînera fatalement un commencement d'unification politique.

On éprouve quelque stupeur quand on constate quels sont dans le monde d'aujourd'hui les tenants acharnés du dogme de la souveraineté sans limite et sans appel. Le socialisme, lui, est international. Il reste fidèle à sa tradition, à sa raison d'être, quand il affirme : « La souveraineté doit être réduite à la limite de l'indépendance. Elle doit être soumise à l'appel de la volonté collective - européenne aujourd'hui, universelle demain. » Le socialisme totalement réalisé, ce serait l'uni vers entier cultivé et exploité comme un héritage unique selon la vocation naturelle de chaque terroir comme de chaque individu, pour le profit commun et le bien-être de l'humanité entière. Cette rationalisation universelle où tous les apports de la nature recevraient leur utilisation parfaite, aussi bien que tous les progrès de la technique et de la science, et qui permettrait de répartir sur l'ensemble de la race humaine le maximum de richesses au prix du minimum de travail, nous savons bien qu'elle reste un idéal encore lointain. Mais nous considérons comme un progrès socialiste tout ce qui nous en rapproche. »

En 1942, W CHURCHILL rédige un mémorandum sur les Etats-Unis d’Europe. Constatant que l’Europe à été au cœur des deux conflits mondiaux, il propose de remédier à la violence interétatique pour une union entre les peuples européens.

**2. 1945-1989 : l’Europe en marche**

L’Europe est anéantie par la guerre. Elle doit se reconstruire. Les américaines payent la reconstruction, ils favorisent l’achat de produits américains. Pour les américains, la paix passe par la prospérité économique.

**A/ Les Etats-Unis d’Europe**

L’idée de Churchill est reprise ès 1945 par les pères de l’Europe. Konrad ADENAUER, lors de son discours de Cologne en 1946, se prononce pour une coopération entre les Etats européens.

Les Etats-Unis décident d’accorder aux pays qui le souhaitent une aide massive destinée à financer leur reconstruction : c’est le plan Marshall. L’organisation européenne de coopération économique (OECE) qui siège à Paris, prend en charge la distribution de l’aide américaine. En 1961, elle prend le nom d’organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

**Konrad Adenauer et les États-Unis d'Europe, 24 mars 1946**

L'Allemagne ne pourra mener jusqu'à nouvel ordre unepolitique étrangère que dans une mesure restreinte. Son but doit être de participer à la coopération pacifique des peuples dans l'unité des nations et sur un pied d'égalité. [...]

L'Europe ne sera possible que si une communauté des peuples européens est rétablie, dans laquelle chaque peuple fournit sa contribution irremplaçable, insubstituable à l'économie et à la culture européenne, à la pensée, la poésie et la créativité occidentales. Nous espérons qu'un jour l'esprit allemand pourra, lui aussi, faire entendre à nouveau sa voix dans le chœur des peuples. [...] Je suis allemand et demeure allemand, mais j'ai aussi toujours été européen. C'est pourquoi, je me suis depuis toujours engagé pour l'entente avec la France et j'ai plaidé pour celle-ci pendant les crises les plus graves des années 20, face au gouvernement du Reich. Je n'ai jamais été pour la cession de territoires allemands, mais toujours pour une entente raisonnable qui tienne compte des intérêts des deux côtés. C'est pourquoi je me suis engagé au cours des années 20 en faveur d'une intégration réciproque des économies française, belge et allemande, afin d'assurer une paix durable parce que des intérêts économiques parallèles et synchronisés constituent et constitueront toujours le fondement le plus sain et le plus durable pour de bonnes relations politiques entre les peuples. Aujourd'hui, des possibilités d'avenir d'une dimension tout autre qu'à cette époque s'offrent à l'Europe occidentale. [...]

À mon avis, le problème des États-Unis d'Europe, Allemagne incluse, devrait être posé par les Nations-Unies. Les États-Unis d'Europe sont l'assurance la meilleure, la plus sûre et la plus durable pour les voisins occidentaux de l'Allemagne. Jusqu'à la fondation des États-Unis d'Europe, on peut trouver pour ces voisins, sans démanteler l'Allemagne, des garanties pleinement suffisantes...

Discours de Cologne, 24 mars 1946, devant l'Union chrétienne-démocrate   
de la zone britannique d'occupation.

**1929. Briand à la SDN, « Une sorte de lien fédéral »**

Je me suis associé pendant ces dernières années à une propagande active en faveur d'une idée qu'on a bien voulu qualifier de généreuse, peut-être pour se dispenser de la qualifier d'imprudente. Cette idée, qui est née il y a bien des années, qui a hanté l'imagination des philosophes et des poètes, qui leur a valu ce qu'on peut appeler des succès d'estime, cette idée a progressé dans les esprits par sa valeur propre. Elle a fini par apparaître comme répondant à une nécessité. Des propagandistes se sont réunis pour la répandre, la faire entrer plus avant dans l'esprit des nations, et j'avoue que je me suis trouvé parmi ces propagandistes [...]. Je pense qu'entre des peuples qui sont géographiquement groupés comme les peuples d'Europe, il doit exister une sorte de lien fédéral; ces peuples doivent avoir à tout instant la possibilité d'entrer en contact, de discuter leurs intérêts, de prendre des résolutions communes, d'établir entre eux un lien de solidarité, qui leur permette de faire face, au moment voulu, à des circonstances graves, si elles venaient à naître.

C'est ce lien que je voudrais m'efforcer d'établir. Évidemment l'Association agira surtout dans le domaine économique; c'est la question la plus pressante. Je crois que l'on peut y obtenir des succès. Mais je suis sûr aussi qu'au point de vue politique, au point de vue social, le lien fédéral, sans toucher à la souveraineté d'aucune des nations qui pourraient faire partie d'une telle association, peut être bienfaisant, et je me propose, pendant la durée de cette session de prier ceux de mes collègues qui représentent ici des nations européennes de bien vouloir envisager officieusement cette suggestion et la proposer à l'étude de leurs gouvernements, pour dégager plus tard, pendant la prochaine session de l'Assemblée peut-être, les possibilités de réalisation que j'y crois discerner.

A. Briand, Discours devant l'Assemblée générale de la SDN, 1er [ou 5] septembre 1929.

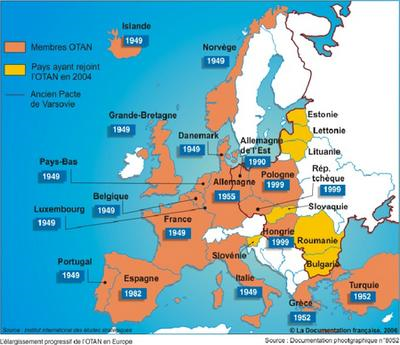
**Questions :**

Montrer dans le questionnement la volonté de mettre en avant l’héritage commun des européens, la volonté de créer une famille européenne.

**B/ l’Europe sous protection américaine**

Par le traité de Bruxelles en 1948, les Etats-Unis se portent garants de la sécurité de la France, la Belgique, du Luxembourg, des pays bas et du royaume uni. Un an plus tard, cinq autres pays européens rejoignent les cinq de Bruxelles pour former l’organisation du traité de l’atlantique nord, une alliance contre la menace soviétique.

La RFA y adhérera en 1955, suite à l’échec de la CED.



**C/ l’acte de naissance de l’union européenne : la déclaration de R. SCHUMAN**

Le 9 mai 1950, le ministre des affaires étrangères, R. SCHUMAN, rend publique, dans son discours du salon de l’horloge au quai d’Orsay, l’idée de jean Monet d’unifier les productions de charbon et d’acier sous une haute autorité supranationale. En mutualisant les ressources nécessaires à l’armement, le plan Schuman vise à empêcher une nouvelle guerre entre la France et l’Allemagne.

**Déclaration de Robert Schuman (9 mai 1950)**

*Texte intégral de la proposition, lancée par Robert Schuman, ministre français des Affaires étrangères.*

La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent. La contribution qu’une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques.

En se faisant depuis plus de vingt ans le champion d’une Europe unie, la France a toujours eu pour objet essentiel de servir la paix. L’Europe n’a pas été faite, nous avons eu la guerre. L’Europe ne se fera pas d’un coup, ni dans une construction d’ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d’abord une solidarité de fait. Le rassemblement des nations européennes exige que l’opposition séculaire de la France et de l’Allemagne soit éliminée : l’action entreprise doit toucher au premier chef la France et l’Allemagne.

Dans ce but, le gouvernement français propose de porter immédiatement l’action sur un point limité mais décisif : "Le gouvernement français propose de placer l’ensemble de la production franco- allemande de charbon et d’acier sous une Haute Autorité commune, dans une organisation ouverte à la participation des autres pays d’Europe."

La mise en commun des productions de charbon et d’acier assurera immédiatement l’établissement de bases communes de développement économique, première étape de la Fédération européenne, et changera le destin de ces régions longtemps vouées à la fabrication des armes de guerre dont elles ont été les plus constantes victimes.

La solidarité de production qui sera ainsi nouée manifestera que toute guerre entre la France et l’Allemagne devient non seulement impensable, mais matériellement impossible. L’établissement de cette unité puissante de production ouverte à tous les pays qui voudront y participer, aboutissant à fournir à tous les pays qu’elle rassemblera les éléments fondamentaux de la production industrielle aux mêmes conditions, jettera les fondements réels de leur unification économique. Cette production sera offerte à l’ensemble du monde sans distinction ni exclusion, pour participer au relèvement du niveau de vie et au développement des oeuvres de paix.

Ainsi sera réalisée simplement et rapidement la fusion d’intérêts indispensable à l’établissement d’une communauté économique et introduit le ferment d’une communauté plus large et plus profonde entre des pays longtemps opposés par des divisions sanglantes. Par la mise en commun de productions de base et l’institution d’une Haute Autorité nouvelle, dont les décisions lieront la France, l’Allemagne et les pays qui y adhéreront, cette proposition réalisera les premières assises concrètes d’une Fédération européenne indispensable à la préservation de la paix. Pour poursuivre la réalisation des objectifs ainsi définis, le gouvernement français est prêt à ouvrir des négociations sur les bases suivantes :

\* La mission impartie à la Haute Autorité commune sera d’assurer dans les délais les plus rapides : la modernisation de la production et l’amélioration de sa qualité ;

\* la fourniture à des conditions identiques du charbon et de l’acier sur le marché français et sur le marché allemand, ainsi que sur ceux des pays adhérents ;

\* le développement de l’exportation commune vers les autres pays ;

\* l’égalisation dans le progrès des conditions de vie de la main-d’œuvre de ces industries.

Pour atteindre ces objectifs à partir des conditions très disparates dans lesquelles sont placées actuellement les productions des pays adhérents, à titre transitoire, certaines dispositions devront être mises en œuvre, comportant l’application d’un plan de production et d’investissements, l’institution de mécanismes de péréquation des prix, la création d’un fonds de reconversion facilitant la rationalisation de la production. La circulation du charbon et de l’acier entre les pays adhérents sera immédiatement affranchie de tout droit de douane et ne pourra être affectée par des tarifs de transport différentiels.

Progressivement se dégageront les conditions assurant spontanément la répartition la plus rationnelle de la production au niveau de productivité le plus élevé. A l’opposé d’un cartel international tendant à la répartition et à l’exploitation des marchés nationaux par des pratiques restrictives et le maintien de profits élevés, l’organisation projetée assurera la fusion des marchés et l’expansion de la production. Les principes et les engagements essentiels ci-dessus définis feront l’objet d’un traité signé entre les États. Les négociations indispensables pour préciser les mesures d’application seront poursuivies avec l’assistance d’un arbitre désigné d’un commun accord ; celui-ci aura charge de veiller à ce que les accords soient conformes aux principes et, en cas d’opposition irréductible, fixera la solution qui sera adoptée.

La Haute Autorité commune chargée du fonctionnement de tout le régime sera composée de personnalités indépendantes désignées sur une base paritaire par les gouvernements ; un président sera choisi d’un commun accord par les gouvernements ; ses décisions seront exécutoires en France, en Allemagne et dans les autres pays adhérents. Des dispositions appropriées assureront les voies de recours nécessaires contre les décisions de la Haute Autorité.

Un représentant des Nations Unies auprès de cette autorité sera chargé de faire deux fois par an un rapport public à l’ONU rendant compte du fonctionnement de l’organisme nouveau, notamment en ce qui concerne la sauvegarde de ses fins pacifiques. L’institution de la Haute Autorité ne préjuge en rien du régime de propriété des entreprises. Dans l’exercice de sa mission, la Haute Autorité commune tiendra compte des pouvoirs conférés à l’autorité internationale de la Ruhr et des obligations de toute nature imposées à l’Allemagne, tant que celles-ci subsisteront.

Questionnement

Orienter son questionnement sur la volonté de créer des solidarités d’intérêts et mettre fin aux rancœurs et aux rivalités.

D/ les avancées européennes

25 mars 1957 : signature des traités de Rome : à la suite de la pénurie énergétique en 1956 à la suite de al crise de suez, jean Monnet estime que les européens doivent s’unir au sein d’une communauté atomique qui les conduira vers l’autosuffisance énergétique. Deux traités sont signés à Rome, l’un portant sur la communauté européenne de l’énergie atomique, l’autre instituant la communauté économique européenne.

01 janvier 1973 : premier élargissement des communautés : le Royaume-Uni. Au cours des années 50, le Ru s’était uni à l’écart de toutes les tentatives européennes susceptibles de remettre en cause sa souveraineté, ses rapports avec son ancien empire et sa relation privilégiée avec les états unis. Mais dans les années 60, les britanniques réorientent leur politique étrangère vers une Europe continentale de plus en plus prospère.

10 juin 1979 : première élection du parlement européen au suffrage universel.

1 janvier 1981 : la Grèce devient membre des Communautés européennes

Le plan Schuman est la volonté des européens à construire l’Europe seuls. Ils veulent s’affranchir de la tutelle américaine. L’Europe veut prendre son destin en main, d’abord à deux (France/Allemagne) puis à six (Italie/Benelux).

**3. Depuis 1989 : une Europe plus complexe**

**A/ le choc de novembre 1989**

La chute du mur de Berlin ébranle l’Europe. Son centre de gravité se déplace vers l’Est.

L’Europe doit faire face à cette nouvelle donne et intégrer les ex-républiques soviétiques qui n’ont pas le même niveau de développement que les Etats membres.

**1989. Une enfance allemande**

Mes parents étaient contre Hitler. Mon père a quitté le Stahlhelm en 1933, parce qu'il n'était pas d'accord avec l'évolution. Ma mère était une femme très pieuse […]. Mes parents étaient immunisés. C'est dans cette atmosphère que j'ai grandi. Comme jeune garçon, j'ai naturellement vécu la guerre. Quand, le 1er septembre, je lirai au Bundestag une déclaration gouvernementale à l'occasion du 50ème anniversaire du début de la Seconde Guerre mondiale, j'aurai un souvenir très personnel de cette journée quand je vis avec ma mère et mon frère -qui devait tomber dans cette guerre, affluer sur le pont du Rhin, à Ludwigshafen, les premiers réfugiés de cette seconde guerre mondiale, de pauvres paysans du sud du Palatinat, qui allaient dans le pays de Bade. À la fin de la guerre, je me suis trouvé à Berchtesgaden, dans le cadre de l'envoi des jeunes à la campagne, et encore, mobilisé comme aide dans une unité de canons antiaériens. Le 20 avril 1945 - une date qui permet d'identifier ma génération, j'ai dû prêter serment au stade de Berchtesgaden.... Venant de cette famille, je suis entré, tout de suite après la guerre, dans la Jeunesse catholique. Là, je me suis trouvé sous l'influence d'un homme merveilleux, le vieux curé Fink, ancien député à la Diète [de Bavière] et au Reichstag, un vrai homme du Zentrum. J'avais alors 16-17 ans et j'ai appris mes premières leçons dans les Cahiers de l'Association populaire pour l'Allemagne catholique.

[...] J'ai été actif en politique bien avant de devenir un politicien professionnel. Le 14 août 1949 a eu lieu la première élection au Bundestag, et, le vendredi avant, j'ai eu ma première réunion électorale où j'ai pris la parole, comme jeune accompagnateur, ensemble avec un orateur plus ancien. Je ne pense pas avoir eu beaucoup de succès. C'était un essai, j'avais 19 ans.

Helmut Kohl, *L'Europe est notre destin,* De Fallois, 1989

**B/entre élargissement et approfondissement**

==montrer le grand écart de l’Europe entre élargissement et approfondissement.

### 1985 : signature des accords de Shengen :. des pays membres. Mais pour les personnes, les contrôles douaniers demeurent. Au début des années 80, les pays du Bénélux, où les déplacements sont déjà libres, proposent à la France et à l’Allemagne de mettre en place graduellement un espace de libre circulation des personnes. L’accord entre les cinq pays est conclu le 14 juin 1985 dans la petite ville luxembourgeoise de Schengen. Il sera par la suite intégré aux traités communautaires et étendu aux autres Etats membres.

### 1986 : élargissement des communautés à l’Espagne et le Portugal : leur régime dictatorial avait tenu l’Espagne et le Portugal éloignés de la construction européenne. Après la mort de franco et de Salazar, ces deux pays peuvent prétendre à faire partie de la famille européenne.

1986 : signature de l’acte unique européen : le fonctionnement des institutions est modifié : le vote à la majorité qualifiée au conseil de l’UE est institué. Le parlement européen voit son rôle renforcé.

1987 : lancement du programme Erasmus

1992 : traité de Maastricht sur l’Union européenne. Ce traité institue une citoyenneté européenne, ainsi qu’une politique extérieure et de sécurité commune. Il aboutit à l’instauration d’une monnaie unique. Victoire de justesse du oui en France.

1995 : élargissement à l’Autriche, la Finlande et la suède

1997 : traité d’Amsterdam : c’est l’approfondissement du traité de Maastricht, mais réticences des états membres qui se retrouvent divisés.

2001 : traité de Nice : volonté de réforme institutionnel pour faire face à l’arrivé des nouveaux pays de L’est entrants. La France et l’Allemagne se divisent sur de nombreux points. Le nouveau traité souffre d’une complexité.

2002 : l’euro dans les poches des consommateurs européens.

2004 : élargissement de l’union européenne à dix nouveaux membres (chypre, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, malte, Pologne, république tchèque, Slovaquie, Slovénie).

2007 : la Roumanie, la Bulgarie entrent dans l’UE.

**2004. Traité établissant une constitution pour l’Europe** (texte signé par les chefs d’État et de gouvernement des États membres de l’Union européenne le 29 octobre 2004, soumis aux procédures de ratification dans les 25 États membre. En France, par référendum le 29 mai 2005)

Partie I. Titre I : Définition et objectifs de l’Union

Article I-52. **Statut des églises et des organisations non confessionnelles**

**1.** L'Union respecte et ne préjuge pas du statut dont bénéficient en vertu du droit international, les églises et les associations ou communautés religieuses dans les États membres.

**2.** L'Union respecte également le statut dont bénéficient, en vertu du droit international, les organisations philosophiques et non confessionnelles.

**3.** Reconnaissant leur identité et leur contribution spécifique, l’union maintient un dialogue ouvert, transparent et régulier avec ces églises et organisations

Partie II : Les droits fondamentaux et la citoyenneté de l’Union. Titre II : Liberté

Article II-70 : **Liberté de pensée, de conscience et de religion**

1. Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion. Ce droit implique la liberté de changer de religion ou de conviction, ainsi que la liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l’enseignement, les pratiques ou l’accomplissement des rites

Marc ASSOUS - 2010